

2084

C'était en décembre 2015 à Paris, à l'époque où les États de la planète étaient sur le point de s'accorder sur une lutte efficace contre le changement climatique^[1], que tout a basculé. Aujourd'hui, en 2084, les enfants regardent amusés les errances du passé. Comment pouvaient-ils, à l'époque, accepter une société qui continuait d'extraire massivement les énergies fossiles ? Il aura fallu attendre 2015 pour constater un sursaut planétaire.

Pour la COP21 de Paris, écolo j réclame un accord global, contraignant, visant une réduction de 100% des Gaz à Effet de Serre (GES) à l'horizon 2100 et respectant le principe de responsabilité commune mais différenciée. Un accord limitant le réchauffement planétaire à 1,5C° par rapport à la température qui régnait en 1990.

Si tout a commencé en 2015, il a fallu attendre les années 2030 pour voir les résultats concrets de la mise en œuvre de l'accord de Paris. A l'époque, les anciens pays développés restaient frileux à agir. C'est pourquoi les villes et communes furent les premières à oser franchir le pas. Les chartes et autres outils de coopération se sont multipliés à partir du « terrain ». On se souvient encore de la grande Convention des villes de 2067. Depuis, c'est tous les cinq ans que se réunissent les pouvoirs locaux.

Pour écolo j, les solutions aux défis climatiques ne doivent pas uniquement venir des acteurs étatiques. Les initiatives des collectivités locales, des citoyens ou encore des entreprises privées doivent être encouragées. La réponse au changement climatique requiert un changement des priorités collectives de nos sociétés, ce qui requiert la participation de tou-te-s.

Ce déploiement des actions locales, dans les villes ou dans les milieux ruraux, a eu un effet d'entraînement incroyable sur la transition énergétique vers une société à bas carbone. Il a marqué le début d'une réappropriation de la production énergétique, la fin des grands monopoles et l'émergence des participations citoyennes^[2]. Aujourd'hui, chaque ménage est détenteur d'une part d'un système de production. Cette méthode est devenue simple grâce aux multiplications des coopératives citoyennes.

écolo j appelle à une révolution énergétique. Le développement des énergies renouvelables combiné à la « décarbonisation » de toute nos sociétés. Le tout combiné à une participation publique et citoyenne. C'est pourquoi déjà au sein de l'Union européenne, écolo j demande une Union de l'énergie verte pour une meilleure cohérence et un développement facilité. Pour écolo j, il ne faut pas attendre l'épuisement des ressources mais mieux les utiliser.



L'accord climatique contraignant prévoyait des mécanismes justes pour aider les pays les plus vulnérables touchés par le changement climatique. Tout le monde se souvient de l'enchaînement des catastrophes qui a touché les pays d'Asie du Sud-Est en 2028. Ensuite ce fut le tour des pays Africains, la grande sécheresse de 2032 provoqua des déplacements de populations sans précédent. En Europe également, c'est en 2037, que des villes entières proches des côtes ont dû être évacuées. Par après c'est grâce à une réforme des brevets et à la bonne coopération entre les entreprises privées et les autorités publiques que des échanges efficaces des technologies ont pris place.^[iii]

écoolo j plaide pour un régime international de transfert de technologie proactif et différencié. Constatant l'urgence climatique, il faut un nouveau régime, qui revoie le système de droit des propriétés intellectuelles et permette la diffusion rapide des nouvelles technologies.

Après un jugement favorable pour le climat en 2015 aux Pays-Bas, les procès se sont multipliés. Les collectifs de citoyens se sont montrés les meilleurs garants du respect de l'accord de 2015. De 2018 à 2056, des procès historiques se sont enchaînés pour forcer les États à respecter leurs engagements^[iv].

écoolo j soutient les mouvements citoyens tels que l'Action pour le Climat lancé en Belgique. Le respect du climat passe également par des actions en justice et la possibilité pour les États d'être sanctionnés. Tous les leviers doivent être actionnés pour défendre le futur de notre terre.

La route ne fut pas tranquille, mais des leçons ont été tirées. Après la catastrophe nucléaire de Tihange de 2033, une des plus vieilles centrales nucléaires restante en Europe, la fin du nucléaire avait sonné^[v]. Plus rien ne s'opposait au développement massif des énergies propres.

Pour atteindre un réchauffement climatique limité à 1,5C°, écoolo j refuse la solution du nucléaire. L'utilisation de l'énergie nucléaire est trop dangereuse et risquée. De plus, la gestion des déchets est problématique. Aujourd'hui, l'investissement dans des modes de production propre de l'énergie coûte moins cher que la construction et l'entretien de centrales nucléaires.

Pour le lutter contre les changements climatiques, écoolo j rejette l'option des agrocarburants. Leur culture est en concurrence avec la production alimentaire et provoque des tensions sur les prix qui entraînent des dégâts sociaux importants.



Certains pays avaient pourtant essayé l'exploitation de nouvelles ressources fossiles telles que le gaz de schiste ou encore les non conventionnelles dans les profondeurs de l'arctique, mais c'était sans compter sur le boom des pays ayant misé sur l'énergie verte. Très vite, cette nouvelle approche d'une société post-matérialiste, citoyenne et participative s'est propagée^[vi]. Il est devenu plus rentable d'investir dans les énergies vertes que dans les énergies fossiles. On se rappelle de la campagne de publicité d'une grande entreprise d'assurances, qui en 2023 déjà sentait venir la fin de l'ère du tout fossile.

écolo j prône une vision résolument volontariste dans notre aptitude à saisir les nouvelles opportunités. La transition vers une société ZERO carbone implique une nouvelle conception de nos processus de production et de consommation. écolo j invite l'ensemble des acteurs à investir (énergie verte, économie d'énergie, recyclage, valorisation des déchets, entre autres) pour diminuer leur empreinte carbone.

En 2054, la prise en compte du climat est omniprésente dans tous les processus de décision et a transformé profondément notre monde. Face à ce changement, de nouveaux projets internationaux ont émergé. Au sein de l'ONU, une « Union du Climat » s'est petit à petit organisée. Cette Union a permis une convergence des normes climatiques, fiscales et sociales au niveau mondial. Une Union du Climat répondant aux transformations du monde, où les anciens pays du Sud sont aujourd'hui devenus leaders dans les technologies propres et dans des modèles de développements humains. Tout ceci ayant été rendu possible grâce à de nouvelles sources de financement du Fonds vert à l'époque 2020^[vii].

écolo j souhaite que les États s'engagent dans un système fiscal généralisé composé de deux piliers : un système de taxe sur les transactions financières et une fiscalité verte. écolo j souhaite aussi la mise en place d'un système douanier pour la zone UE envers les produits ne respectant pas les normes sociales et environnementales fondamentales.

Pour rétablir la justice climatique, écolo j réclame des actes en termes de financement des pays du Sud par les pays du Nord et demande l'abandon des mécanismes de développement propre (MDP) pour un système qui active la justice climatique.

Si l'accord de 2015 a mis en place les fondations « technologiques » pour lutter contre le réchauffement climatique, c'est plus tard que les dirigeants du monde ont compris toute la valeur d'intégrer l'apprentissage et l'enseignement dans le développement d'un nouveau modèle de société^[viii]. Finalement, il n'y a pas eu de « grand prédicateur » pour sauver le climat, les solutions sont venues de la pression des citoyens.



Mieux encore, les changements de comportements engagés dès 2020 ont porté leurs fruits. Aujourd'hui en 2084, les zones actuellement embouteillées par les voitures ont laissé place à de vrais boulevards pour les vélos, à des espaces piétons rendus possibles grâce au rapprochement des services.

Pour écolo j, l'éducation au développement durable et aux enjeux climatiques se passe dans tous les piliers de l'éducation. Axer le développement durable à l'école en Fédération Wallonie-Bruxelles, c'est définir des pistes concrètes avec l'ensemble des acteurs de l'enseignement via la formation des futurs enseignants et éducateurs.

Finalement, 2084 n'est pas l'année de la fin du monde. Au contraire, c'est avec enthousiasme que nous nous réjouissons du tournant favorable qui s'est initié dès 2015 et ce grâce à la combinaison du courage politique et des mouvements citoyens. Un climat sauvé grâce aux mobilisations et aux défis lancés au monde : oser changer de système ! La justice climatique est en route.